

SCHMITZ Julie

De: ROSSIGNOL Philippe
Envoyé: lundi 24 novembre 2014 14:55
À: SCHMITZ Julie; NEERINCKX Timmy
Objet: Fwd: Conseil communal: motion TTIP
Pièces jointes: motion TTIP.docx

Catégories: Catégorie Rouge

Bourgm/Burgem	
Echevin/Schepen	
College	
Cabinet/Kabinet	
Gem. Secret. Comm.	8
Sec.	
HRM	
RP/PR	
Prevent	
Informatique/-ca	
Juriste/Jurist	
SIPP/IDBP	
Receiv./Ontvang.	
Financ.	
SCAD	
Pop./Bev	
TP/OW	
UEP/SLP	
Jeun./Jeugd-Seniors	
Sport	
Particip.	
Ens./Onderw.	
Commerce/Handel-Festiv.	
CPAS/OCMW	

Début du message réexpédié :

De: Christian Boucq <christian.boucq@gmail.com>
Objet: Conseil communal: motion TTIP
Date: 21 novembre 2014 19:16:43 UTC+1
À: Philippe Rossignol <prossignol@1082berchem.irisnet.be>, RIGUELLE Joël <jriguelle@1082berchem.irisnet.be>

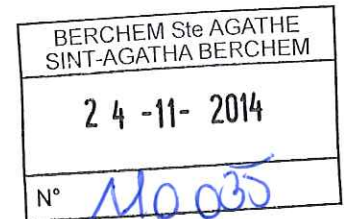
Monsieur le Secrétaire, monsieur le Bourgmestre,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint une proposition de motion que nous souhaitons soumettre au vote du prochain Conseil communal.

Cette proposition est soumise conjointement par les groupes Ecolo-Groen et PS-spa

En vous remerciant,

Christian Boucq
Conseiller communal



Le 14 juin 2013, les 27 gouvernements de l'Union européenne, dont la Belgique, ont entériné le mandat donné à la Commission européenne pour négocier un accord de libre-échange avec les États-Unis. Selon la Commission européenne, le TTIP est conçu pour stimuler la croissance et créer des emplois. Ce mandat vise à créer un vaste marché transatlantique libéralisé en supprimant un maximum d'obstacles au commerce et en « harmonisant » les législations en vigueur des deux côtés de l'Atlantique et ce pour faciliter l'achat et la vente de biens et de services entre l'Union Européenne et les Etats-Unis.

A ce jour, plusieurs cycles de négociations se sont déjà tenus ; l'objectif affiché de la Commission européenne étant de conclure au cours de l'année 2015.

Avec cet accord notamment via l'objectif poursuivi consistant à l'élimination des barrières non-tarifaires, les normes sociales, sanitaires et environnementales, culturelles, de service public, de protection des consommateurs et des entreprises, propres à l'Europe, à un Etat, une Région ou à une Commune, seraient interdites si elles sont jugées « déraisonnables, arbitraires ou discriminatoires ». Ces acquis communautaires, nationaux, régionaux ou communaux risquent de voler en éclat : par exemple l'interdiction des cultures OGM en plein air, pourrait être remise en question, les investissements en faveur d'une transition vers les énergies renouvelables deviendraient illégaux, les services publics seraient ouverts à la concurrence américaine (écoles, logement sociaux, hôpitaux, traitement de déchets ...).

Si un tel accord était signé, les multinationales auraient la possibilité d'attaquer les États auprès d'un Tribunal arbitral - composé de juristes non élus - lorsqu'elles considèrent que leurs profits sont menacés ou revus à la baisse. Cela se traduirait par des sanctions commerciales pour le pays contrevenant, ou par une réparation pouvant représenter plusieurs millions d'euros. En réalité, cet accord serait un moyen pour les multinationales d'éliminer toute décision publique qu'elles considéreraient comme entraves à l'expansion de leurs parts de marché.

L'Article 27 du projet de Traité Transatlantique prévoit que « l'Accord sera obligatoire pour toutes les institutions ayant un pouvoir de régulation et les autres autorités compétentes des deux parties ». Ceci implique que les Communes seront concernées et directement impactées. Si ce Traité était signé, la Ville de Bruxelles pourrait devoir renoncer à : imposer des objectifs en matière d'alimentation de qualité et issue de circuits courts dans les restaurants scolaires, sa décision d'abandonner les pesticides dans l'entretien des espaces verts, à subsidier l'enseignement communal ou des évènements culturels locaux ... Ces biens et services seraient en effet

privatisables et toute norme publique locale à leur propos serait considérée comme « obstacle non tarifaire » à la concurrence, soumis à sanction. Toute politique communale pourrait être accusée d'entrave à la liberté de commerce.

La motion :

Vu le mandat relatif à la conclusion avec les États-Unis d'un accord appelé «Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement», donné par les ministres européens des affaires étrangères et du commerce dans le Conseil affaires générales du 14 juin 2013;

Constatant le manque de transparence quant à ce mandat et considérant les possibles conséquences inquiétantes - notamment en termes de concurrence, de normes sociales, environnementales, économiques, sanitaires, agricoles, de propriété intellectuelle, d'exception culturelle ;

Considérant l'importance de préserver le niveau de protection des normes sociales, sanitaires et environnementale en vigueur au sein de l'UE et d'assurer leur respect par les entreprises européennes et étrangères opérant sur le marché unique européen ;

Considérant que les accords de libre-échange ne doivent pas se révéler comme des outils utilisés par certains pour assouplir, voire abroger, les législations européennes, nationales, régionales ou communales ;

Considérant que le mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et Etats actuellement défendu par les négociateurs de l'accord, créerait une cour arbitrale composée d'experts non élus, devant laquelle les Communes, livrées aux avocats d'affaires, pourraient être directement attaquées par une firme privée. Ce qui signifie que toute espèce de norme - sociale, sanitaire, alimentaire, environnementale ou technique adoptée par un Etat, une Région, une commune, dès lors qu'elle contrarie une firme privée, pourrait être attaquée devant un mécanisme d'arbitrage privé ;

Considérant qu'un tel montage juridique limiterait la capacité des autorités publiques de maintenir des services publics (éducation, santé...), de protéger les droits sociaux, de garantir la protection sociale, de maintenir des activités associatives, sociales, culturelles préservées du marché (menaçant par-là la diversité culturelle et linguistique) ;

Le Conseil Communal,

Affirme ses craintes quant aux négociations telles qu'actuellement menées dans le cadre du TTIP qui constituent une menace grave pour nos démocraties communales, notamment en matière économique, sociale, sanitaire, environnementale, culturelle ;

Refuse toute tentative de dérégulation de nos normes et toute tentative d'affaiblir le cadre communal, régional, national

ou européen notamment en matière sociale, de santé, d'environnement, des travailleurs, des consommateurs et des entreprises ;

Demande aux autorités belges compétentes et concernées d'exiger que les négociations concernant le projet de Partenariat transatlantique sur le Commerce et l'Investissement entre l'Union européenne et les Etats-Unis d'Amérique visent absolument une harmonisation vers le haut, c'est à dire, intégrant les normes les plus élevées, que cela concerne les droits sociaux et à la santé, les droits humains, les dispositifs de protection de l'environnement ou encore la protection des travailleurs et des consommateurs ;

Demande aux autorités belges compétentes que les services publics et d'intérêt général soient absolument préservés du projet de traité ;

Marque sa ferme opposition à toute clause de règlement des différends entre les investisseurs et les autorités publiques ;

Demande aux autorités belges compétentes qu'un large débat sur l'ensemble des accords de libre-échange impliquant la participation de tous les niveaux de pouvoir mais aussi les organisations syndicales et associatives, les organisations socio-professionnelles et les citoyens soit organisé ;

Demande aux autorités belges compétentes de faire pression au niveau européen afin que les négociations sur ce projet de partenariat se fassent dans la plus grande transparence à l'égard des consommateurs et des citoyens.

Op 14 juni 2013 gaven de 27 regeringen van de Europese Unie, waaronder België, een mandaat aan de Europese Commissie om een vrijhandelsakkoord te onderhandelen met de Verenigde Staten. Volgens de Europese Commissie werd het TTIP ontworpen om de groei te stimuleren en banen te creëren. Dit mandaat moet een grote geliberaliseerde trans-Atlantische markt creëren door een maximum aan obstakels voor de handel weg te nemen en door de geldende wetgevingen aan beide zijden van de Atlantische oceaan te « harmoniseren » om de aankoop en de verkoop van goederen en diensten tussen de Europese Unie en de Verenigde Staten te vergemakkelijken.

Op dit moment vonden al verschillende onderhandelingsrondes plaats; de aangekondigde doelstelling van de Europese Commissie was om in de loop van 2015 af te ronden.

Met dit akkoord, meer bepaald via de nagestreefde doelstelling om de non-tarifaire barrières te doen verdwijnen, zouden de sociale, culturele, gezondheids- en milieunormen, de normen voor de openbare sector, voor de bescherming

van de consumenten en de bedrijven, die kenmerkend zijn voor Europa, voor een staat, een regio of een gemeente, verboden zijn indien ze « onredelijk, arbitrair of discriminerend » worden geacht. Deze gemeenschaps-, nationale, regionale of gemeentelijke verworvenheden dreigen te verdwijnen: bijvoorbeeld het verbod op GGO-teelten in open lucht zou in vraag kunnen worden gesteld, investeringen in het kader van de overgang naar hernieuwbare energiebronnen zouden illegaal worden, de openbare diensten zouden Amerikaanse concurrentie kunnen krijgen (scholen, sociale huisvesting, ziekenhuizen, afvalverwerking ...). Indien een dergelijk akkoord zou worden ondertekend, zouden multinationals de mogelijkheid hebben om staten voor een Arbitragehof - samengesteld uit niet-verkozen juristen - te dagen indien zij menen dat hun winsten bedreigd of verminderd worden. Dit zou uitlopen op handelssancties voor het overtredende land of een schadeloosstelling die kan oplopen tot miljoenen euro's. In werkelijkheid zou dit akkoord voor de multinationals een middel zijn om elke overheidsbeslissing die zij beschouwen als een belemmering voor de expansie van hun marktaandeel uit te sluiten. Artikel 27 van het ontwerp van het trans-Atlantisch verdrag bepaalt dat « het Akkoord bindend zal zijn voor alle instellingen met een regelgevende bevoegdheid en de andere bevoegde overheden van de twee partijen ». Dit houdt in dat de gemeenten niet alleen betrokken zullen worden maar ook rechtstreeks beïnvloed worden. Indien dit Verdrag wordt ondertekend, zou het kunnen dat de Stad Brussel afstand moet nemen van: het opleggen van doelstellingen inzake kwaliteitsvoeding afkomstig uit de korte ketens in de schoolrestaurants, haar beslissing om pesticiden te bannen bij het onderhoud van de groene ruimtes, de subsidies voor het gemeenteonderwijs of lokale culturele evenementen ... Deze goederen en diensten zouden namelijk privatiseerbaar zijn en elke lokale openbare norm hieromtrent zou beschouwd worden als een « tarifaire belemmering » van de concurrentie, en onderworpen aan sancties. Elk gemeentelijk beleid zou beschuldigd kunnen worden van vermindering van de vrijhandel.

De motie :

Gezien het mandaat betreffende het afsluiten van een akkoord met de Verenigde Staten met de naam «Trans-Atlantisch Vrijhandels-en Investeringsverdrag », dat op 14 juni 2013 in de Raad Algemene zaken door de EU-Ministers van Buitenlandse zaken en handel werd gegeven; Vaststellende dat het gebrek aan transparantie betreffende dit mandaat en de mogelijke onrustwekkende gevolgen in

overweging nemende - meer bepaald in termen van de normen betreffende de concurrentie, op sociaal en economisch vlak, op het gebied van gezondheidszorg, landbouw, intellectueel eigendomsrecht en de culturele uitzonderingsnormen ; Gelet op het belang van het behoud van het beschermingsniveau van de in de EU geldende sociale, gezondheids- en milieunormen en de naleving hiervan door de Europese en buitenlandse ondernemingen die op de Europese eenheidsmarkt actief zijn;

Overwegende dat de vrijhandelsakkoorden geen instrumenten moeten zijn die door sommigen worden gebruikt om de Europese, nationale, regionale of gemeentelijke wetgevingen te versoepelen of zelfs af te schaffen;

Overwegende dat het mechanisme voor de regeling van geschillen tussen investeerders en Staten dat op dit moment verdedigd wordt door de onderhandelaars van dit akkoord een uit niet-verkozen experts samengesteld arbitragehof zou oprichten, waar de gemeenten, overgeleverd aan zakenadvocaten, rechtstreeks zouden kunnen worden voor gedaagd door een privéfirma. Dit betekent dat elke sociale, gezondheids-, milieu- of technische norm die wordt aangenomen door een staat, een regio of een gemeente zou kunnen betwist worden voor een privé-arbitragemechanisme van zodra ze een privéfirma stoort;

Overwegende dat een dergelijke juridische constructie het vermogen zou beperken van de overheden om openbare diensten (onderwijs, gezondheidszorg) te behouden, sociale rechten te beschermen, de sociale bescherming te verzekeren, het verenigingsleven en niet-marktgebonden sociale en culturele activiteiten te behouden (en hierbij de culturele en taaldiversiteit in gevaar brengt) ;

De Gemeenteraad,

Spreekt zijn vrees uit met betrekking tot de onderhandelingen zoals ze op dit moment gevoerd worden in het kader van het TTIP die een ernstige bedreiging vormen voor onze gemeentelijke democratieën, meer bepaald op economisch, sociaal, gezondheids-, milieu- en cultureel vlak ;

Weigert elke poging tot deregulering van onze normen en elke poging om het gemeentelijk, regionaal, nationaal of Europees kader te verzwakken, meer bepaald betreffende de sociale normen en de normen inzake gezondheidszorg, milieu, werknemers, consumenten en ondernemingen;

Vraagt aan de bevoegde en betrokken Belgische overheden te eisen dat de onderhandelingen betreffende het ontwerp van het Trans-Atlantisch Vrijhandels- en Investeringsverdrag tussen de Europese Unie en de Verenigde Staten van Amerika absoluut een harmonisering naar boven nastreven, door de hoogste normen op het vlak van sociale rechten,

gezondheidszorg, mensenrechten, milieubescherming of de bescherming van werknemers en consumenten op te nemen;

Vraagt aan de bevoegde Belgische overheden dat de openbare diensten en de diensten van algemeen belang absoluut gevrijwaard blijven in het ontwerpverdrag ;

Uit zijn principieel verzet tegen elke clausule betreffende een geschillenregeling tussen investeerders en overheden;

Vraagt de bevoegde Belgische overheden dat er een breed debat wordt gevoerd over alle vrijhandelsakkoorden met alle bevoegdheidsniveaus, maar ook met de vakbonden en verenigingen, de socioprofessionele organisaties en de burgers ;

Vraagt de bevoegde Belgische overheden om druk uit te oefenen op Europees niveau om de onderhandelingen over dit ontwerp van overeenkomst zo transparant mogelijk te voeren naar de consumenten en de burgers toe.